



## Mouvement universitaire : L'appel d'air

Depuis quelques semaines, la révolte s'installe dans les universités françaises, voyant converger les revendications des personnels, des enseignant-e-s et des étudiant-e-s. Après un coup d'accélérateur grâce à la grève générale du 29 janvier dernier, le mouvement de lutte est en passe de gagner la majorité des universités du pays.

### Les attaques se multiplient... Les luttes aussi.

Ces dernières années, les étudiant-e-s de nombreux pays descendent dans la rue pour protester contre les projets de réformes de leurs gouvernements respectifs. En France, mais aussi en Allemagne, Italie, Grèce ou Espagne... Pour la majeure partie, ces réformes s'inscrivent dans un processus de restructuration de l'enseignement supérieur défini en 1999 à Bologne, et ratifié par 29 pays Européen :

- Déqualification des diplômes, illustrée en France par la réforme Licence Masters Doctorat (LMD) qui a supprimé le niveau DEUG, ou plus récemment le plan « réussite » en licence, qui va dans le sens d'une transformation des premières années universitaires en terminale bis...

- Hausse programmée des frais d'inscriptions, avec la loi LRU.
- Privatisation rampante des universités, toujours par le biais de la LRU mais aussi du Plan Campus.
- Etc.

L'objectif de ces attaques est clair :

Satisfaire les besoins du patronat d'une main d'œuvre « flexible », docile et bon marché en transformant le système scolaire, déjà inégalitaire, en véritable école à deux vitesses.

D'un côté, les filles et les fils des classes dominantes qui de lycées privés en facs d'élites apprennent la gestion du système.

De l'autre, ceux et celles que certains appellent déjà « la génération précaire » :

Les élèves de Lycées Pro dont on casse le diplôme, comme on le fait avec le Bac général dans la réforme Darcos. Nous qui sommes massivement chômeurs, obligés de travailler gratuitement en stages (ou « gratifiés » au lance-pierre) ou encore coincés au SMIC...

Nous, qui passons de la case « je paye mes études par le travail précaire » à la case « mes études me mènent au travail précaire »...

Alors face à cette offensive générale, hors de question de nous laisser enfermer dans des revendications uniquement corporatistes, comme nous y pousse les médias. Isolés dans nos luttes sectorielles, nous sommes condamnés à aller de fausse victoire en vraie défaite.

### Aujourd'hui dans les DOM-TOM, demain dans l'Hexagone...

Nous avons un boulevard devant nous. Le gouvernement l'a montré face aux lycéens en lutte : aujourd'hui, il a peur de la jeunesse. Et si Darcos a réussi à réduire la contestation dans les lycées en repoussant sa réforme d'un an, rien n'est encore joué.

D'autant que la révolte s'amplifie : Après la Guadeloupe, aujourd'hui c'est la majorité des colonies d'outre-mer qui est en grève générale.

En France, les travailleurs massivement en grève le 29 janvier dernier, ont les yeux rivés sur la lutte dans les facs.

Nous sommes bien loin du mouvement LRU de l'année dernière, où le gouvernement avait réussi à isoler les étudiants ...

### De l'appel d'air des luttes universitaires... À l'explosion sociale.

Le danger aujourd'hui, c'est surtout la trahison.

Comme souvent dans les luttes, nous pouvons nous attendre à voir certains s'autoproclamer direction du mouvement... pour mieux y mettre un terme après avoir obtenu quelques miettes. Ne laissons à personne le soin de décider à la place de ceux et celles qui luttent.

Construisons la convergence des luttes de manière concrète partout où c'est possible, par l'ouverture de nos facs occupées à celles et ceux qui luttent et en sortant de nos campus pour soutenir et participer aux actions de lutte des autres secteurs. Seul ce travail de terrain entrainera une convergence des luttes au delà des appels incantatoires sans lendemain.

### Qui sommes-nous ?

Nous sommes communistes libertaires. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié(e)s et des chômeur(se)s.

#### Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

#### Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'autogestion.

#### Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire  
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.  
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros - 15 euros pour les jeunes et précaires - paiement possible en ligne)  
NOM..... PRÉNOM..... TÉL. .... E-MAIL .....  
ADRESSE.....

Publié le 18 février 2009

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19 - [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)**